



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Recherche sur la sensibilisation du public à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Sommaire

Préparé à l'intention de Sécurité publique Canada

Nom de la firme de recherche : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Numéro de contrat : CW2320841

Valeur du contrat : 90 239,54 \$ TVH incluse

Date d'attribution des services : 6 juin 2023

Date de livraison des services : 31 octobre 2023

Numéro d'enregistrement : ROP

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada à : tpsgc.questions-questions.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

This report is also available in English

Canada

Recherche sur la sensibilisation du public à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Sommaire

Préparé pour Sécurité publique Canada

Nom du fournisseur : **LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.**

Date : Octobre 2023

Cette recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage en ligne mené par Les Associés de recherche EKOS inc. pour le compte de Sécurité publique Canada. L'étude a été menée en septembre 2023 auprès de 1 199 membres du grand public et de 1 015 parents d'enfants âgés de 8 à 18 ans.

This publication is also available in English under the title: Online Child Sexual Exploitation Public Awareness Campaign.

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Pour toute autre utilisation, veuillez obtenir au préalable une permission écrite de Sécurité publique Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada à tpsgc.questions-questions.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca ou à :

Direction générale des Communications
Services publics et Approvisionnement Canada
Portage III Tour A
16A1-11 rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5

Numéro de catalogue : PS18-63/2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-68491-8

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 022-23)

Numéro de catalogue : PS18-63/2023E-PDF (Rapport en anglais)

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-68490-1

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2023

SOMMAIRE

A. CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet du gouvernement du Canada a été lancée en 2004 et élargie en 2009. En 2020, les principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne ont été publiés afin de fournir un cadre de lutte contre les crimes sexuels en ligne contre les enfants et de coordonner l'action entre les gouvernements et des partenaires de l'industrie. Sécurité publique Canada a lancé une campagne nationale de sensibilisation en mars 2021 qui visait à changer les attitudes et les comportements des Canadiens au sujet de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, un crime répréhensible causant des préjudices et des souffrances à vie aux victimes. Selon le site Web de sécurité publique, l'exploitation sexuelle des enfants en ligne (ESE en ligne) a lieu lorsque des enfants sont incités à voir ou à participer à des rencontres en ligne de nature sexuelle. L'ESE en ligne constitue l'un des problèmes de sécurité publique les plus inquiétants auxquels la société est confrontée aujourd'hui. Ce phénomène continue de causer du tort aux générations antérieures et actuelles d'enfants au Canada et à l'étranger¹. Voici des éléments qui en font partie :

- Matériel montrant l'exploitation sexuelle d'enfants : matériel réel et fictif, des descriptions écrites d'abus sexuels à l'endroit d'enfants, des bandes audio, vidéo, et des photos, ce qu'on appelle également pornographie juvénile;
- Documents autogénérés et sextage : photos ou vidéos explicites sur Internet produits par les jeunes eux-mêmes, qui sont souvent distribués sans consentement;
- Sextorsion : recours à la coercition et à la menace pour extorquer des photos ou des vidéos d'exploitation sexuelle d'enfants à des jeunes (moyen utilisé par d'autres jeunes ou des délinquants adultes);
- Manipulation psychologique et leurre : utilisation d'applications et de plateformes pour communiquer avec des enfants et des adolescents dans le but de les exploiter sexuellement;
- Diffusion en continu de cas de violence sexuelle à l'endroit d'enfants : visualisation de cas de violence sexuelle à l'endroit d'enfants en temps réel, ce qui implique souvent que le délinquant dirige les actes de violence contre l'enfant;
- Contenu sur demande : commande de vidéos ou de photos selon les préférences des délinquants.

¹ <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/chld-sxl-xplttm-ntnrt/abt-nln-chld-sxl-xplttm-fr.aspx>

La campagne de sensibilisation a été renouvelée à l'automne 2022 afin de continuer à accroître les niveaux de sensibilisation à l'ESE en ligne, faisant mieux comprendre au public et aux parents que les enfants (personnes de moins de 18 ans) qui pratiquent le sextage s'exposent au risque d'être victimes d'ESE en ligne. Le Code criminel du Canada sert à protéger les enfants contre toutes les formes de pornographie juvénile, l'utilisation d'Internet pour attirer les enfants, les contacts sexuels et les attouchements, ainsi que l'exploitation pour des activités sexuelles illicites. Sécurité publique (SP) Canada dirige la stratégie nationale.

L'objectif de la recherche actuelle est d'effectuer le suivi des changements survenus dans le domaine de la sensibilisation du grand public et du groupe cible des parents ayant des enfants âgés de 8 à 18 ans depuis le sondage de référence tenu au début de l'année 2020 et le premier sondage de suivi mené en mars 2022. Elle est également conçue pour mesurer les changements dans la sensibilisation, les attitudes et les comportements liés aux activités à caractère sexuel en ligne des enfants chez les parents et, par le biais de faits rapportés, chez les enfants âgés de 8 à 18 ans.

B. MÉTHODOLOGIE

Le sondage sur la sensibilisation du public sur l'ESE en ligne a été réalisé du 6 au 19 septembre 2023. Il compare les réponses de 1 015 Canadiens âgés de 18 ans et plus ayant au moins un enfant âgé de 8 à 18 ans à celles de 1 199 membres du grand public de 18 ans et plus. Chaque échantillon probabiliste recruté de façon aléatoire présente une marge d'erreur de +/- 3,2 %. La marge d'erreur des segments clés de chaque échantillon oscille entre +/- 5 % et +/- 10 %. La source de l'échantillon est le panel interne *Probit*, qui se compose de Canadiens et Canadiennes recrutés au hasard. Il était possible de répondre au questionnaire du sondage en ligne ou au téléphone dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. La durée moyenne de l'enquête était de 13 minutes en ligne et de 21 minutes au téléphone. Le taux de réponse global au sondage s'établit à 14 %. L'annexe A présente plus de détails sur la méthodologie du sondage.

C. PRINCIPALES CONSTATATIONS

La sécurité des enfants en ligne est une préoccupation aussi bien pour les parents que pour les membres du grand public au Canada. Plus de deux répondants sur trois ne sont pas d'accord pour dire que les enfants d'aujourd'hui vivent dans un environnement en ligne sûr. La majorité convient que les fournisseurs de services numériques devraient être en mesure de rechercher de façon proactive du matériel de maltraitance des enfants sur leurs plateformes, même si cela signifiait moins de confidentialité personnelle en ligne pour les Canadiens.

Plus de la moitié des parents (58 %) et du grand public (57 %) disent avoir lu, vu ou entendu au moins quelque chose au sujet de l'ESE en ligne, une augmentation par rapport aux proportions obtenues en 2022. Plus de quatre personnes sur cinq croient que le ESE en ligne est un problème important à l'extérieur du Canada. Plus de six parents et membres du grand public sur dix estiment que l'ESE en ligne est un problème au Canada, et une proportion légèrement inférieure croit qu'il s'agit d'un problème dans leur province. À mesure que le territoire auquel s'applique la question diminue, une moindre proportion de répondants perçoit l'ESE en ligne comme un problème (soit quatre sur dix dans leur ville, et un sur quatre dans leur quartier).

Moins de six parents sur dix (59 %) et membres du grand public (54 %) affirment qu'ils renonceraient à certains de leur droit à la vie privée en ligne afin de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne, ce qui est en harmonie avec les résultats de 2022, mais en baisse par rapport aux 66 % obtenus en 2020.

Comportement des parents

Les parents décrivent les différentes façons d'interagir de leurs enfants en ligne, principalement sur un téléphone ou une tablette, un ordinateur à la maison, un ordinateur à l'école ou un système de jeu. Un peu plus d'un répondant sur trois surveille principalement ou toujours l'activité en ligne de son enfant à la maison, bien que plus d'un sur quatre le fasse rarement ou jamais. Quatre parents sur dix disent vérifier l'historique de leur navigateur ou installent l'ordinateur dans une salle commune, tandis qu'une moindre proportion bloque des sites. Parmi les parents dont les enfants utilisent des médias sociaux, environ deux sur trois suivent les comptes de leur enfant au moins en partie. La surveillance est plus élevée pour les enfants plus jeunes et diminue à mesure qu'ils vieillissent. La plupart des parents (63 %) signalent que leur enfant interagit uniquement avec ses amis et sa famille. À mesure que les enfants vieillissent, ils sont plus susceptibles d'interagir avec des amis, des célébrités et des parents d'amis.

Les parents parlent plus souvent de certains aspects des activités en ligne avec leur enfant, y compris les gens avec qui ils interagissent, les confidences qu'ils font à d'autres personnes et les sites qu'ils visitent. Ils parlent moins souvent d'autres activités en ligne, notamment de la façon de réagir si on leur demande de faire quelque chose qui les rend mal à l'aise, si on leur envoie des images ou vidéos à caractère sexuel en ligne et si quelqu'un est exploité en ligne, ainsi que de paramètres de confidentialité et de manipulation psychologique. Certains sujets de l'ESE en ligne ne sont jamais abordés par certains parents, comme le recouvrement, la sextorsion et le sextage, bien que les parents d'enfants plus âgés soient plus susceptibles de les aborder.

Motivations et obstacles aux discussions

Lorsqu'il est question de leur capacité à aborder le sujet de l'ESE en ligne avec leur enfant, près de neuf parents sur dix disent sentir la responsabilité de leur parler de la sécurité sur Internet. À peu de choses près, la même proportion n'est pas d'accord pour dire qu'elle n'a pas le temps de parler à son enfant de ses activités en ligne. Trois parents sur cinq croient savoir de quelle façon parler de la sécurité sur Internet avec leur enfant. D'autre part, seule une personne sur sept affirme conserver des ressources sur ce sujet à portée de main. Un répondant sur trois croit également ne pas être en mesure de suivre le rythme de la technologie, des applications et des jeux que son enfant utilise, et à peu près la même proportion déclare ne pas savoir où chercher de l'aide traitant de la sécurité sur Internet.

Environ la moitié des parents conviennent que parler de la sécurité en ligne augmente leur sentiment de bien-être et de sécurité. Un peu moins de la moitié des parents affirme que c'est une habitude, bien que cela soit plus probable chez les gens qui ont entendu parler de l'ESE en ligne, qui estiment que c'est un problème local ou qui ont eu vent d'un comportement inapproprié.

Expérience concernant l'exploitation sexuelle des enfants en ligne

Près de la moitié des parents déclare que leur enfant les a abordés pour discuter d'activités en ligne douteuses qu'eux, des amis ou des connaissances ont vécues. Cette proportion est en harmonie avec les résultats de 2022, mais en hausse considérable par rapport aux 33 % enregistrés en 2020. À l'instar des éditions antérieures, un peu plus d'un parent sur quatre affirme que son enfant ou un autre jeune a été confronté à un comportement inapproprié en ligne. Six pour cent déclarent que leur enfant a été victime d'ESE en ligne. Selon les parents, un comportement inapproprié en ligne a affecté la santé mentale, les relations sociales et le rendement à l'école ou au travail de leur enfant.

Deux parents sur trois disent que le temps que leur enfant passe en ligne a augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19, proportion qui s'établissait à 90 % en 2022. Un peu moins de la moitié estime que le risque que posent pour leurs enfants certaines activités en ligne a augmenté, ce qui représente une baisse par rapport aux 53 % obtenus en 2022. Un peu plus de la moitié des parents dit surveiller ou superviser quotidiennement ou presque quotidiennement son enfant pendant les séances d'enseignement virtuelles, ce qui constitue une augmentation par rapport aux 44 % obtenus en 2022.

Renseignements sur l'ESE en ligne

Un parent sur trois a déjà cherché des informations sur l'ESE en ligne et sur la façon de protéger ses enfants. Cette proportion est plus élevée que le répondant sur quatre qui affirmait le faire en

2022. En ce qui concerne les renseignements recherchés, la plupart des parents souhaitent obtenir de l'information sur la façon de reconnaître les signes et les symptômes de l'ESE en ligne. Environ la moitié des parents souhaitent obtenir des informations sur la protection de la vie privée, sur les mesures de sécurité à prendre et sur la façon de parler de l'ESE en ligne à leurs enfants. La plupart des parents aimeraient trouver de l'information sur un site Web ou en recevoir par le biais de l'école de leur enfant. Le tiers des répondants préférerait recevoir des informations par le biais des médias sociaux, proportion qui est en hausse depuis 2022.

Cyberaide.ca

La connaissance de cyberaide.ca reste faible, seuls 14 % des parents et 13 % des membres du grand public affirmant connaître un peu ou très bien le site Web ou le Centre canadien de protection de l'enfance. La sensibilisation du grand public a toutefois connu une légère augmentation comparativement aux 9 % de 2022 et aux 8 % de 2020. Parmi ceux qui connaissent dans une certaine mesure cyberaide.ca, une plus grande proportion l'a utilisé pour accéder à des ressources éducatives. Assez peu de répondants se sont inscrits à des alertes ou ont porté plainte.

D. NOTE AUX LECTEURS

Les résultats détaillés de l'étude sont présentés dans les sections ci-dessous. Les résultats globaux sont présentés dans la section principale du rapport et sont normalement appuyés par un graphique ou une présentation tabulaire. Des textes à puces sont également utilisés pour mettre en évidence des différences statistiques importantes entre des sous-groupes de répondants. Si aucune différence n'est soulignée dans le rapport, cela signifie que la différence n'est statistiquement pas considérable² par rapport aux résultats globaux ou que cette différence est considérée comme beaucoup trop faible pour être digne de mention.

Les parents ayant des enfants âgés de 8 à 18 ans constituent le principal groupe ciblé. Par conséquent, les résultats pour ce segment de 1 015 répondants sont isolés tout au long du rapport, ou le segment est simplement désigné par le terme « parents ». Le rapport présente également les résultats pour 1 199 membres du « grand public »³. Les résultats sont comparés dans l'ensemble du rapport avec un échantillon semblable recueilli entre 2020, 2022 et 2023.

² Dans la mesure du possible, un test du chi carré et un test T standard ont été mis en application. Les différences notées étaient importantes à une proportion de 95 pour cent.

³ Ce groupe de 1 199 répondants comprend un sous-ensemble de 120 parents d'enfants âgés de 8 à 18 ans qui se trouvent également dans l'échantillon des « parents » afin qu'il représente tous les Canadiens.

Les résultats pour la proportion de répondants de l'échantillon qui ont répondu « je ne sais pas » ou qui n'ont pas fourni une réponse peuvent ne pas être indiqués dans la représentation graphique des résultats dans tous les cas, particulièrement lorsqu'ils ne sont pas appréciables (p. ex., 10 % ou moins). Aussi, il est possible que les résultats ne donnent pas 100 % en raison des arrondissements. Le questionnaire du sondage se trouve à l'annexe B.

E. CERTIFICATION DE NEUTRALITÉ POLITIQUE

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications. En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par : 

Susan Galley (Vice-présidente)